

**A l'adresse des parlementaires, des militaires,
des journalistes, de tous...**

Après l'intervention du président de la République François Hollande à la télévision le 29 mars 2013, nous serons de 8:00 à 17:00 devant le Ministère de la Défense ce vendredi 5 avril 2013 pour un échange sur la politique de la dissuasion nucléaire de la France et l'expression des raisons de l'abolition de l'arme nucléaire..

Le président François Hollande a pris note de notre "hostilité" à l'arme nucléaire. Notre "hostilité" demande des explications. Continuer à accorder un budget toujours identique à cette "Force de dissuasion" sans possibilité de débat nous semble poser problème dans une démocratie, d'autant que doivent se tenir actuellement les discussions pour la loi de programmation militaire 2014-2018.

A notre avis, l'arme nucléaire française n'assure pas notre "sécurité" face aux menaces actuelles. Cette affirmation est d'ailleurs contenue dans le rapport du Sénat 668 de juillet 2012 qui stipule :

"S'il nous fallait dessiner aujourd'hui un format d'armées partant de zéro, il est fort probable, que la nécessité d'acquérir une force de frappe nucléaire, avec de surcroît deux composantes, ne ferait pas partie de nos ambitions de défense."

Au contraire l'arme nucléaire française contribue à l'insécurité mondiale, un conflit qui engendrerait une frappe nucléaire entrainerait une escalade qui inévitablement aboutirait à la fin de l'humanité. 20.000 bombes sont actuellement en service, dont 2000 en état d'alerte. Justifier l'arme nucléaire comme garantie de "sécurité" ne peut être qu'une incitation à la prolifération. De l'avis de la communauté internationale, l'élimination de l'arme nucléaire doit être un objectif impératif.

La grandeur de la France, comme sa capacité à intervenir dans les conflits actuels ne repose pas sur son arme nucléaire. La France serait en accord avec son rôle historique de propositions si elle prenait le leadership du désarmement nucléaire mondial.

Nous proposons de débattre de ces questions devant le Ministère de la défense le vendredi 5 avril.

Armes nucléaires STOP, collectif de 20 associations
(<http://armesnucleairesstop.org/>)

Personne contact : Dominique Lalanne 06 32 71 69 90